

Brochure n° 3610

Convention collective nationale

IDCC : 7011. – **PERSONNEL D'ENCADREMENT
DES ENTREPRISES PAYSAGISTES**
(2^e édition. – Mars 2004)

AVENANT N° 34 DU 3 NOVEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597220M

IDCC : 7011

Entre :

L'union nationale des entreprises du paysage (UNEP),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFTD ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de
l'agriculture (FSCOPA) CFTC ;

La confédération française de l'encadrement (SNCEA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 16 est ainsi rédigé, à compter du 1^{er} novembre 2005 :

Article 16

Rémunération par catégorie d'emplois et par emploi

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION (en euros)
<i>Cadres de commandement :</i> rémunération annuelle	
- directeur d'entreprise (I-B)	à fixer d'un commun accord
- directeur d'agence (I-C)	à fixer d'un commun accord
- directeur administratif (I-D)	à fixer d'un commun accord

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION (en euros)
<i>Cadres du paysage et du reboisement : salaire forfaitaire annuel</i>	
– chef des études et des méthodes (II-A)	33 085
– commis d'entreprise, adjoint de direction ou chef de secteur (II-B)	33 085
– conducteur de travaux (II-C)	30 055
– responsable administratif (II-D)	29 724
<i>Agents techniques et administratifs d'encadrement</i>	
<i>Technicien du paysage et du reboisement</i>	
– chef de chantier 2 ^e échelon (III-A)	1 943
– chef de chantier 1 ^{er} échelon (III-B)	1 802
– chef d'atelier ou chef de parc (III-C)	1 685
– technicien spécialisé (III-D)	1 685
<i>Employés supérieurs</i>	
– concepteur du paysage (III-E)	1 685
– metteur (III-F)	1 607
– secrétaire de direction (III-G)	1 607
– collaborateur administratif (III-H)	1 607
– collaborateur polyvalent (III-I)	à fixer d'un commun accord
– technico-commercial (III-J)	à fixer d'un commun accord

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 3 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)